



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats et des Approvisionnements

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Maintenance préventive et corrective des équipements et installations de détection de gaz, fourniture de pièces détachées et équipements du CHRU de Tours



Ce marché comporte une clause environnementale

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 1/23
------	------------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	6
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	6
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	7
Article 2. Objet du marché	7
Article 3. Description du marché	7
3.1. Type de marché	7
3.2 Procédure de passation	7
3.3 Forme du marché	7
3.4. Montant maximum du marché	7
Le montant maximum du marché est 90 000 €HT. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.	7
3.5 Classification CPV	7
3.6. Décomposition en lots	8
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	8
4.1. Période initiale et reconduction	8
4.2. Délai d'exécution des prestations	8
Article 5. Pièces contractuelles	9
IV. PRIX ET REGLEMENTS	9
Article 6. Forme des prix	9
6.1. Maintenance facturée à l'intervention	9
6.2. Pièces détachées, accessoires et consommables	9
Le(s) marchés(s) est (sont) passé(s) à prix unitaires, les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées.	9
6.3. Maintenance préventive	9
Les(s) marché(s) est (sont) traité(s) à montant forfaitaire annuel par ensemble fonctionnel de l'inventaire fourni en annexe 1 du CCTP.	Error! Bookmark not defined.
Article 7. Contenu des prix	9
Article 8. Modalités de révision des prix	10
8.1 Modalités de calcul de la révision	10
8.2 Périodicité de la révision	10
8.3. Clause butoir	10
8.4. Clause de sauvegarde	11
Article 9. Commandes sur catalogue	11
Article 10. Avances	11
Article 11. Retenue de garantie	11

Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	11
Article 13. Présentation des demandes de paiement	11
Article 14. Délai de paiement	12
Article 15. Titulaire étranger	13
Article 16. Nantissement et cession de créance	13
V. EXECUTION	13
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	13
Article 18. Ruptures d'approvisionnement	14
Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes	14
Article 20. Livraison des fournitures	15
Article 21. Execution des prestations de maintenance	15
21.1. Équipements concernés par la maintenance	15
21.2. Dispositions générales pour la maintenance	15
21.3 Transmission des documents	15
21.4 Exécution des prestations visées aux présents marchés	16
Article 22. .Vérifications quantitatives et qualitatives	17
22.1 Vérifications quantitatives relatives aux pièces détachées, accessoires et consommables	17
22.2. Vérifications qualitatives relatives aux pièces détachées, accessoires et consommables	17
22.3. Constatation de l'exécution des prestations de maintenance	17
22.4 Décisions du pouvoir adjudicateur	18
Article 23. Propriété intellectuelle	18
Article 24. Garantie	19
Article 25. Exécution complémentaire	19
Article 26. Sous-traitance	19
Article 27. Changements affectant le titulaire	19
Article 28. Assurance	20
Article 29. Discrétion et confidentialité	20
Article 30. Exclusivité	20
Article 31. Clause d'extension	Error! Bookmark not defined.
Article 32. Clause environnementale	20
Article 33. Clause sociale	20
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	21
Article 34. Pénalités	21
34.1.Pénalités pour non exécutions de la maintenance préventive	21
34.2 Pénalités pour non-respect du délai de remise en ordre de marche	21
34.3 Pénalités pour non-respect du délai de livraison	21

Article 35. Résiliation du marché	22
Article 36. Exécution aux frais et risques du titulaire	22
Article 37. Droit applicable et tribunal compétent	23
VII. DEROGATIONS AU CCAG	23

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisse.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : M. GENIN Julien
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats, de la Logistique, des
Approvisionnements et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02.47.47.86.30.
Télécopieur : **02 47 47 60 81**
Courrier électronique : j.genin@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : M. BOULOIZEAU Julien
Téléphone : **02 47 47.75.95**
Courrier électronique : j.bouloizeau@chu-tours.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Ce marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des équipements et installation de détection de gaz, fourniture de pièces détachées du CHRU de Tours.

Seul le CHU de Tours est concerné par cette procédure.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 01	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 (procédure adaptée) du code de la commande publique.

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4. Montant maximum du marché

Les montants maximums de chaque lot sont indiqués dans le tableau à l'article 3.6 du présent CCAP. Ces montants sont contractuels et déterminent le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 50.41.31.00-4

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 5 lots :

N°de lot	Intitulé	Montant maximum HT
1	Maintenance préventive et corrective des matériels de marque OLDHAM	25 000 €
2	Maintenance préventive et corrective des matériels de marque GASMATER (ADS)	10 000 €
3	Maintenance préventive et corrective des matériels de marque DRAGER	10 000 €
4	Maintenance préventive et corrective des matériels de marque MSA	10 000 €
5	Maintenance préventive et corrective des autres matériels (AMON, ZELLWEGGER, ZAREBA...)	35 000 €

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter du 1^{er} avril 2025 jusqu'au 31 mars 2027. La durée initiale du marché est de 24 mois.

Les marchés pourront être reconduits tacitement 1 fois pour une durée de 24 mois, jusqu'au 31 mars 2029.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée des marchés une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- L'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières et ses annexes
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

6.1. Maintenance préventive

Les marchés sont traités à montant forfaitaire annuel par ensemble fonctionnel de l'inventaire fourni en annexe 1 du CCTP

6.2. Maintenance corrective facturée à l'intervention

Le tarif main d'œuvre et pièces détachées sera appliqué au temps réel, aux pièces détachées remplacées conformément au rapport d'intervention fourni.

Pour les interventions sur site, le tarif de déplacement est appliqué une fois pour chaque demande d'intervention, quel que soit le nombre de déplacements effectifs.

6.3. Pièces détachées, accessoires et consommables

Les marchés sont passés à prix unitaires, les prix unitaires du catalogue sont appliqués aux quantités réellement livrées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le BPU précise si les frais de port et d'emballage sont compris.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de Mars 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times [0,1 + 0,6 \times (A_1 / A_0) + 0,3 \times (B_1 / B_0)]$$

Où

- P_1 : correspond au prix révisé
- P_0 : correspond au prix du marché en vigueur
- A : correspond à la valeur de l'indice INSEE ICHT- IME (indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés Industries Mécaniques et électrique – identifiant 001565183)
 - A_1 : correspond à la dernière valeur définitive connue au moment de la révision
 - A_0 : correspond à la valeur de base (valeur du dernier index connue au mois M_0 de remise des offres ou valeur A_1 utilisée lors de la précédente révision)
- B : correspond à la valeur de l'indice INSEE MIG-EBIQ (indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2015 - MIG EBIQ- identifiant 010534841)
 - B_1 : correspond à la dernière valeur définitive connue au moment de la révision
 - B_0 : correspond à la valeur de base (valeur du dernier index connue au mois M_0 de remise des offres ou valeur B_1 utilisée lors de la précédente révision)

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 3 fois sur la durée des marchés, selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : 01/04/2026
- 2^{ème} révision : 01/04/2027
- 3^{ème} révision : 01/04/2028

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 1^{er} février de l'année en cours à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique
Julien GENIN
37044 TOURS cedex 9

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec les titulaires.

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 10/23
------	------------------------------------	------------

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 4 %.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

L'annexe financière précise le taux de remise accordé sur catalogue par produit.

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits aux titulaires des marchés.

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci- après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Les titulaires de plusieurs lots présentent des factures distinctes pour chacun des lots ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots.

Les factures ne sont réglées qu'à condition que la maintenance ait été exécutée dans les conditions détaillées à l'article 21 du présent CCAP et les rapports d'intervention fournis.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 11/23
------	------------------------------------	------------

facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- Désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Lieu de livraison
- Montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Taux et montant de la TVA
- Montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (RPHOT, SMHOT)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur

au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de ses matériels durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ces nouveaux produits au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Ruptures ponctuelles d'un produit :

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande

Il le propose au CHRU de Tours et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le CHRU de Tours donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Arrêt ou rupture définitive d'un produit :

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CHRU de Tours puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats et des Approvisionnements ou des services techniques et du Patrimoine.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ La quantité à livrer
- ✓ La date de livraison
- ✓ Les lieux de livraison
- ✓ Le montant du bon de commande
- ✓ La référence du marché
- ✓ Le numéro de la commande
- ✓ La désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ Le prix net unitaire HT
- ✓ Les informations concernant la facturation

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

ARTICLE 21. EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

21.1. Équipements concernés par la maintenance

Les tableaux fournis en annexe 1 au CCTP reprennent les références des équipements à maintenir et les quantités par référence. Cet inventaire est donné à titre indicatif afin de permettre aux candidats d'évaluer la nature et le volume du parc d'équipements à maintenir.

21.2. Dispositions générales pour la maintenance

Quelle que soit la nature de la maintenance, les titulaires doivent :

- Vérifier si les équipements sont correctement utilisés.
- Aviser le responsable du service en cas de constat de mauvaise utilisation du matériel ou de mauvaise manipulation et le consigner par écrit sur le rapport d'intervention.
- S'assurer que ses techniciens intervenant dans les locaux du CHRU de Tours portent des tenues de protection adaptées à l'environnement, destinées à limiter l'influence de leur présence, et respectent les habitudes de travail dans le service.
- Répondre à toute demande d'ordre technique ou pratique formulée par le personnel intéressé au fonctionnement de l'appareil et procéder, le cas échéant, à des démonstrations.
- Établir un rapport d'intervention précisant toutes les actions menées et les contrôles effectués.

Les interventions ont lieu aux heures et jours indiqués au CCTP.

Les titulaires prennent à leur charge l'enlèvement des pièces défectueuses.

Les composants soumis au marquage CE sont remplacés par des composants identiques ou compatibles. Toutes les pièces détachées doivent être neuves, en quantité suffisante et, dans la mesure du possible, certifiées d'origine.

21.3 Transmission des documents

Tous les documents afférents à la maintenance tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention ou devis seront à transmettre systématiquement par fax (ou par mail) à :

M. BOULOIZEAU Tél : 02 47 47 75 95 (j.bouloizeau@chu-tours.fr).

21.4 Exécution des prestations visées aux présents marchés

Le niveau de maintenance souhaité pour ces marchés est le suivant : Maintenance préventive et maintenance corrective.

Les dispositions relatives aux types de maintenance souhaités dans le cadre des présents marchés figurent ci-après.

21.4.1 Maintenance préventive

Le forfait inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces détachées changées dans le cadre des interventions de maintenance préventive.

Les titulaires réalisent le nombre de visites de maintenance préventive qu'ils ont indiqué dans leur offre.

Au début de chaque année civile, les titulaires transmettront par mail le calendrier des visites conformément à l'article 0 du présent CCAP selon le nombre annuel préconisé dans leur offre. Ce calendrier sera établi conjointement entre les titulaires et le service demandeur.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 24 heures avant la date prévue.

Pour les marchés débutant en cours d'année, le calendrier de la première année sera établi proportionnellement au nombre de mois restant sur l'année en cours.

Si l'intervention de maintenance préventive nécessite une immobilisation supérieure à 8 heures ouvrées, les titulaires doivent fournir un matériel de prêt afin de ne pas pénaliser le fonctionnement du service concerné.

Le matériel de prêt doit, au minimum, être doté des mêmes fonctionnalités que l'appareil qu'il remplace.

S'il s'agit d'un matériel différent, les titulaires assurent aux utilisateurs la formation requise pour son utilisation. Le matériel à maintenir ne peut être retiré du service qu'après cette phase de formation et l'avis favorable des utilisateurs.

S'il s'agit d'un matériel différent du matériel qu'il remplace utilisant des consommables spécifiques, les titulaires livrent le matériel de prêt avec les consommables requis pour assurer un fonctionnement correct du dispositif pendant toute la durée du prêt compte tenu de l'activité communiquée par le service utilisateur.

La reprise du matériel de prêt ne se fera qu'après retour du matériel qu'il remplace.

24.4.2 Maintenance corrective sur demande, avec intervention sur site

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées d'un commun accord entre le service demandeur et le service après-vente des titulaires après un essai infructueux de remise en marche sur des indications téléphoniques du service après-vente des titulaires.

Le service demandeur réclamera au préalable un n° de bon de commande de type RPHOT... à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la

Transition Écologique et le transmettra au centre d'appel des titulaires au moment de sa demande d'intervention.

Sans ce numéro, les titulaires ne devront pas déclencher l'intervention. La Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique se réserve le droit de ne pas payer une facture émise sans n° de bon de commande.

Tout remplacement de pièces d'un montant supérieur à 150€ HT fera l'objet d'un devis.

Le devis doit mentionner :

- Le numéro de bon de commande
- Le numéro GMAO de l'équipement
- Le type et le numéro de série du matériel objet du devis
- Le diagnostic de la panne
- La désignation en français des pièces à remplacer
- Le coût HT des pièces
- La durée d'immobilisation prévue

Le devis sera transmis par fax ou par mail conformément à l'article 0du présent CCAP. La validation du devis se fera par fax au numéro indiqué en clair par le(s) titulaire(s).

Aucune réparation ne devra être engagée par le(s) titulaire(s) avant l'accord de la Direction des Achats et des Approvisionnements.

ARTICLE 22. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

22.1 Vérifications quantitatives relatives aux pièces détachées, accessoires et consommables

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

22.2. Vérifications qualitatives relatives aux pièces détachées, accessoires et consommables

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

22.3. Constatation de l'exécution des prestations de maintenance

Toute intervention donne lieu à l'établissement par les titulaires d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans les présents marchés ont été effectuées, et signale les interventions effectuées sur l'initiative de son personnel.

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 17/23
------	------------------------------------	------------

Il comporte des observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention.

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant présent du CHRU de Tours et par le technicien des titulaires des marchés et être transmis au CHRU de Tours conformément à l'article 0du présent CCAP.

Visite de maintenance préventive :

Le rapport d'intervention doit être établi par le technicien du (des) titulaire(s) et indiquer, en langue française :

- Le nom du technicien ayant effectué la visite
- La date, l'heure et la durée de l'intervention
- La marque, le type et le nom usuel de l'appareil
- Le n° de série et le n° d'inventaire interne au CHRU de l'ensemble des matériels, objet de la visite
- L'objet de l'intervention
- Les actions menées
- Les contrôles effectués
- Le niveau d'usure des pièces (le cas échéant)
- Si une maintenance corrective est nécessaire compte tenu du niveau d'usure des pièces, et dans quel délai

Il sera joint au rapport d'intervention, les documents attestant que les vérifications prévues au CCTP ont été réalisées (liste de contrôles et résultats des mesures).

Maintenance corrective :

Le rapport d'intervention doit être établi par le technicien des titulaires et indiquer, en langue française :

- Le nom du technicien ayant effectué la réparation
- La date, l'heure et la durée de l'intervention
- La marque, le type et le nom usuel de l'appareil
- Le n° de série et le n° d'inventaire interne au CHRU de l'équipement objet de la réparation
- L'objet de l'intervention
- Les actions menées
- Les contrôles effectués
- La référence et la désignation des pièces changées
- Pour les interventions en atelier du titulaire ou hors forfait, le numéro du bon de commande

22.4 Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 18/23
------	------------------------------------	------------

ARTICLE 24. GARANTIE

La durée de garantie des interventions de maintenance et des pièces remplacée est indiquée par le soumissionnaire en annexe 2 du CCTP.

Celle-ci est égale à 3 mois minimum.

ARTICLE 25. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 26. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 27. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 28. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 29. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 30. EXCLUSIVITE

Le titulaire a l'obligation de fournir un certificat d'exclusivité concernant le périmètre du marché à chaque date anniversaire du marché.

ARTICLE 31. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le CHU de Tours souhaite encourager ses fournisseurs à entrer dans le parcours national des achats responsables.

Dans le cadre de cette démarche, le CHU de Tours souhaite ainsi privilégier la réparation plutôt que le remplacement de matériel. A ce titre, le titulaire devra communiquer annuellement le taux de réparation vs le taux de remplacement du matériel.

Le titulaire pourra être invité à présenter ses pratiques concrètes d'achats durables dans le cadre du cycle de vie des équipements, notamment dans le recyclage des pièces composants et équipements.

ARTICLE 32. CLAUSE SOCIALE

Sans objet

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 33. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

33.1. Pénalités pour non exécutions de la maintenance préventive

En cas de non-exécution de la visite périodique, une pénalité équivalant à 20 % du montant total du forfait annuel sera appliquée, sans mise en demeure préalable, par nombre de visites non réalisée.

33.2 Pénalités pour non-respect du délai de remise en ordre de marche

En cas de non-respect du délai de remise en ordre de marche, une pénalité de 50 € TTC par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Les délais sont indiqués dans l'annexe 1 du CCAP (autres coûts)

33.3 Pénalités pour non-respect du délai de livraison

Si la date de livraison ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison.

En cas de non livraison à la date indiquée lors de la commande ou à celle reconduite avec l'accord de l'établissement, il sera appliqué aux titulaires une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

Où : P désigne le montant des pénalités

. V désigne la valeur du bon de commande concerné.

R le nombre de jours de retard par rapport au délai de livraison contractuel

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 21/23
------	------------------------------------	------------

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 34. RESILIATION DU MARCHE

34.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par les titulaires dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

34.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 35. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

35.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

35.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-INHOT-043	Page 22/23
------	------------------------------------	------------

ARTICLE 36. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 33	Article 14	Pénalités
Article 34.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 0	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 35	Article 45	Exécution aux frais et risques